

International trade union network of solidarity and struggle
Réseau syndical international de solidarité et de luttes
Rede Sindical Internacional de solidariedade e de lutas
Red sindical internacional de solidaridad y de luchas
Rete sindacale internazionale di solidarietà e di lotta
الشبكة النقابية العالمية للتضامن والنضال

www.laboursolidarity.org



Manifeste du Réseau

adopté lors de la 3^{ème} rencontre, janvier 2018

Le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, constitué en mars 2013 lors de notre réunion de Saint-Denis (France) est le produit d'années d'échanges et de travail commun entre plusieurs des organisations fondatrices. C'est ainsi, et sur la base d'orientations et de pratiques syndicales communes, que nous avons pu rassembler des organisations syndicales, des courants syndicaux et des tendances syndicales de nombreux pays d'Amériques, d'Europe, d'Afrique et d'Asie.

Deux ans plus tard, en juin 2015, nous avons organisé une nouvelle rencontre internationale, à Campinas (Brésil). A cette occasion, nous avons collectivement apprécié les évolutions positives dans la construction de notre Réseau, notamment son élargissement, mais aussi le chemin qu'il nous reste à parcourir pour nous doter de l'outil commun international nécessaire à toutes les forces syndicales qui se revendiquent et pratiquent un syndicalisme de luttes, anticapitaliste, autogestionnaire, démocratique, écologiste, indépendant des patrons et des gouvernements, internationaliste, et luttant contre toutes formes d'oppression (machisme, racisme, homophobie, xénophobie). La démocratie ouvrière, l'auto-organisation des travailleurs et travailleuses sont aussi parmi nos références communes.

La troisième rencontre internationale s'est tenue à Madrid (Etat espagnol). Ce fut l'occasion d'approfondir le travail commun sur les thèmes précédemment cités ; nous avons aussi consacré le temps nécessaire à la consolidation de nos réseaux sectoriels, car c'est à partir des réalités concrètes dans les entreprises et services que nous concevons le syndicalisme. Parce que l'oppression envers les femmes pèse sur l'ensemble de l'humanité et qu'il nous faut la combattre, ce sujet était la priorité de notre troisième rencontre. Y compris dans le mouvement syndical et chacune de nos organisations, il nous faut combattre le machisme, sans démagogie. Nous nous devons d'être exemplaires. D'une manière générale, nous avons actualisé nos analyses, nos propositions, nos stratégies d'action, en partant de la réalité, celle des travailleuses et des travailleurs de tous les pays. Ceci, dans la perspective d'aboutir à la satisfaction des revendications d'aujourd'hui et aussi de la construction de la société que nous voulons pour demain.

La bourgeoisie et ses gouvernements mènent une guerre sociale contre les travailleuses et les travailleurs

Les crises économiques, financières, écologiques et sociales s'entremêlent et s'autoalimentent. Cette crise globale du capitalisme montre l'impasse d'un développement basé sur un partage de plus en plus inégal de la richesse produite par l'exploitation des travailleuses et des travailleurs, la déréglementation financière, le libre-échange généralisé et le mépris des impératifs écologiques. Pour sauver les profits des actionnaires et des patrons, pour assurer l'avenir des banques, les institutions mondiales (Banque mondiale, Fonds monétaire international, Organisation mondiale du commerce, etc.), les gouvernements et le patronat s'attaquent de plus en plus fortement aux droits des travailleuses et des travailleurs.

Les travailleuses et travailleurs subissent toujours les conséquences d'une des crises les plus graves du capitalisme, qui a débuté en 2007. La situation est caractérisée par une attaque sans précédent du niveau de vie des travailleuses et travailleurs, pour garantir les profits des banquiers et des grandes entreprises. L'impérialisme et les bourgeoisies mènent une guerre sociale, réduisant les salaires, les pensions, les droits, augmentant la pauvreté et les inégalités.

Le système économique et politique actuel organise le pillage de nombreux pays, oblige des millions de personnes à quitter leur région d'origine pour survivre et nie ensuite tous leurs droits sous prétexte qu'ils et elles sont immigrés.es.

Destruction des services publics, remise en cause de tous les droits sociaux, attaques envers les droits syndicaux, libertés syndicales bafouées, développement de la précarité et du chômage pour faire pression sur les populations ... Ce sont les mêmes méthodes qui sont utilisées dans tous les pays !

Pour arriver à leurs fins, ils utilisent tous les moyens : criminalisation, procès, arrestations, interventions policières, occupations militaires, entraves de toutes sortes aux droits collectifs et individuels. La répression est une de leurs armes contre celles et ceux qui résistent, qui s'opposent, qui construisent des alternatives. Notre solidarité, par-delà les frontières, est une de nos réponses.



Les attaques contre les législations sociales, les retraites, les salaires, les conditions de travail, les assurances sociales, le service public et les libertés démocratiques font partie d'un projet stratégique du capitalisme destiné à changer durablement et fondamentalement le rapport de force entre classe dominante d'une part, salarié.es et classes populaires d'autre part. Ce projet s'inscrit dans le cadre d'un capitalisme globalisé, d'une économie qui met en concurrence les régulations sociales, les législations, les conditions et les cadres de travail. Cela provoque une précarisation croissante du monde du travail.

La question de la santé et de la sécurité au travail, les conditions générales de la qualité de vie pour les salarié.es dans les milieux populaires, acquièrent dans les luttes et les revendications une importance décisive.

Dans les pays maintenus en situation de sous-développement, notamment à travers le colonialisme et l'impérialisme toujours très vivaces, ces situations condamnent en masse des Humains à mourir de faim ; ou à être vendu.es comme esclaves ; ou encore à immigrer, souvent au péril de leur vie, dans des pays où ils sont ensuite victimes de fortes discriminations. Le colonialisme et l'impérialisme oppriment encore de nombreuses populations dans le monde ; le syndicalisme se doit de combattre ces modes de domination.

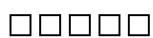
La question du droit à la terre est particulièrement importante dans de nombreux pays, notamment ceux victimes du colonialisme et de l'impérialisme ; nous devons agir sur ce sujet, lutter pour de véritables réformes agraires, en lien avec les mouvements sociaux qui agissent déjà pour ces droits. Plus largement, l'urgence climatique nous impose de prendre en compte cet aspect dans notre activité syndicale. Les territoires autochtones continuent d'être détruits par le capitalisme. Nous saluons et soutenons les luttes des peuples autochtones pour l'environnement durable, l'accès à une eau non polluée et pour la dignité humaine.

La menace d'une guerre mondiale impérialiste monte. Le Réseau syndical international de solidarité et de luttes appelle à unifier l'opposition des travailleuses et travailleurs à toute intervention impérialiste, à renforcer les mouvements contre la guerre et la militarisation.

En 2017, les luttes contre l'oppression ont émergé. L'année s'est ouverte avec une mobilisation gigantesque des femmes contre Trump, aux Etats Unis. Le 8 mars, journée de lutte pour les droits des femmes, est rentrée dans l'histoire comme un de plus grandes mobilisations mondiales. Toujours aux Etats-Unis, le mouvement Black Lives Matter, comme aussi les Marches de la Périphérie au Brésil ou d'autres en Amérique Latine et en Afrique, sont une illustration de la lutte contre le racisme. Contre l'homophobie et la violence, il y a eu d'importantes mobilisations LGTB. La lutte des immigrant.es aux Etats-Unis comme en Europe, a pris une grande importance.

Nous sommes contre toute forme d'exploitation et oppression coloniale, c'est pour cela que nous rejetons le gouvernement sioniste d'Israël et défendons la libération de la Palestine et l'autodétermination de tous les peuples opprimés.

Quelques années après le « printemps arabe », de grandes mobilisations se poursuivent contre les régimes oppressifs en place. Notre réseau s'engage à soutenir toutes les luttes pour la défense des droits des travailleuses et travailleurs et les libertés démocratiques dans ces pays.



Le mécanisme de la dette asphyxie les pays et nous appauvrit : leur dette n'est pas notre dette ; nous n'avons pas à la payer ! Les politiques économiques et financières présentées comme incitant à une reprise de la demande semblent peu susceptibles d'assurer une réactivation économique forte et de longue durée.

Les hypothèses politiques gouvernementalistes supposant que la conquête de positions institutionnelles au niveau étatique national pourra permettre, moyennant les instruments classiques de la puissance publique et

dans le cadre institutionnel mis en place pour servir le capitalisme, de forcer une nouvelle orientation des politiques, avec un nouveau compromis social d'envergure impliquant toutes les classes sociales, sont illusoires. L'évolution des blocs économique politiques amène à une radicalisation des luttes sociales et écologiques en général et de la lutte entre salariat et système de domination en particulier.

Nous maintenons notre engagement de construire et fortifier l'unité internationale des travailleuses et travailleurs, pour lutter contre la criminalisation des mouvements sociaux, contre les plans de réajustement, les réformes et privatisations, contre toute forme d'oppression et d'exploitation.

Renforcer le syndicalisme pour rompre avec le capitalisme

Le syndicalisme dont nous nous revendiquons ne saurait cautionner des pactes avec les pouvoirs en place pour valider des mesures antisociales. Le syndicalisme a la responsabilité d'organiser la résistance à l'échelle internationale, pour construire à travers les luttes, la nécessaire transformation sociale anticapitaliste. Nous voulons construire un système, d'où soit banni l'exploitation, fondé sur les biens communs, sur une redistribution égalitaire des richesses entre toutes celles et tous ceux qui la créent (c'est-à-dire les travailleuses et les travailleurs), sur les droits de ces dernier.es et sur un développement écologiquement soutenable.

L'indépendance du mouvement syndical qui se mobilise et lutte effectivement, constitue la question clé de cette période. En effet, l'enjeu est de briser la stratégie du système de domination du capitalisme globalisé qui tente d'imposer au salariat une régression historique, avec la ruine pure et simple de sa capacité autonome d'organisation, d'action et de positionnement ; au profit du syndicalisme d'encadrement, voire de la pure et simple disparition du mouvement ouvrier. Ceci, alors qu'une part de plus en plus importante de la population mondiale est prolétarisée et souvent avec des conditions sociales de plus en plus difficiles.

Nous affirmons notre opposition au syndicalisme d'Etat et notre volonté de pluralisme et de démocratie syndicale. Ceci n'est nullement contradictoire avec la recherche de l'unité d'action syndicale, de l'unité ouvrière, de l'unité de toutes celles et tous qui sont exploité.es et/ou opprimé.es. Par contre, nous n'avons rien à faire avec celles et ceux qui se prétendent syndicalistes, alors qu'elles et ils cogèrent des fonds de pension et sont corrompu.es par la classe dirigeante ... Classe dirigeante qui, par ailleurs, a fait de la corruption le mode de fonctionnement habituel de toute une partie des responsables politiques.

Notre syndicalisme allie la défense des intérêts immédiats des travailleuses et travailleurs, et la volonté de changement social profond. Il ne se limite pas au champ revendicatif économique, il englobe des sujets comme le droit au logement, à la terre, l'égalité entre hommes et femmes, l'antiracisme, la lutte contre l'homophobie et la xénophobie, l'écologie, l'anticolonialisme, etc.

Les intérêts que nous défendons sont ceux de la classe ouvrière (travailleuses et travailleurs en activité ou en retraite, chômeuses et chômeurs, jeunes en formation). Ils s'articulent avec ceux des peuples de toutes les régions du monde. En cela, nous nous opposons frontalement au patronat, aux gouvernements et institutions qui sont à son service, et nous revendiquons notre autonomie vis-à-vis de toute organisation politique.



Des organisations syndicales internationales existent ; des réseaux syndicaux ont été créés sur des champs professionnels ou géographiques. D'une région du monde à l'autre, nos histoires syndicales, nos structurations syndicales, nos affiliations syndicales, sont différentes. Mais, nous partageons ce qui est essentiel : nous sommes déterminé.es à avancer dans la coordination du syndicalisme de lutte, au plan international.

Nous voulons partager nos expériences, nous enrichir des résistances et acquis de toutes et tous, construire l'unité à travers les frontières, mettre en œuvre la solidarité internationale des travailleuses et travailleurs. Face à la crise qui frappe les populations de tous les pays, et dont le capitalisme est responsable, il est nécessaire de coordonner et unifier nos luttes. Nous appelons les collectifs syndicaux à nous rejoindre pour construire cette unité d'action syndicale, nécessaire pour combattre les reculs sociaux, conquérir de nouveaux droits, et construire une société différente.

La construction et la consolidation du Réseau syndical international de solidarité et de luttes sont très importantes, dans un monde dans lequel l'économie est de plus en plus globalisée. Nous devons affronter ensemble les entreprises et une bourgeoisie qui, elles, internationalisent leurs affaires. Ceci exige le développement d'actions de solidarité active, d'actions et campagnes coordonnées au niveau mondial, que ce soit par catégories, secteurs, pays, continents. Il nous incombe d'impulser à travers chacune de ses luttes, une orientation anticapitaliste.

Nous décidons de renforcer, élargir, rendre plus efficace, un réseau du syndicalisme offensif, de luttes, et démocratique, autonome, indépendant des patrons et gouvernements, écologiste, internationaliste, construisant le changement par les luttes collectives, combattant contre toutes formes d'oppression (machisme, racisme, homophobie, xénophobie)

Après la rencontre internationale de janvier 2018, nous avons des objectifs concrets, des engagements communs. C'est ensemble que nous les définissons et que nous les mènerons à bien :

- ❑ Nous agissons, dans la durée, pour la solidarité internationale, et notamment contre toute répression antisyndicale. Notre combat se mène contre toutes les oppressions, notamment celles envers les femmes, la population noire, les migrant.es et les LGTB (Lesbiennes, Gays, Transsexuel.les, Bisexuel.les).
- ❑ Nous interviendrons de manière unitaire et coordonnée pour appuyer des luttes et des campagnes internationales, en réaffirmant le droit à l'autodétermination de tous les peuples.
- ❑ Nous renforçons et étendons le travail international mené dans les secteurs professionnels (transport ferroviaire, éducation, centres d'appels, industrie, commerce, santé, fonction publique, etc.) et sur des questions interprofessionnelles (droit des femmes, des noir.es, des LGTB, migration, logement, écologie, santé et travail, etc.)
- ❑ Nous poursuivons le travail de réflexion et d'élaboration sur les questions de crise du système capitaliste et d'alternatives à celui-ci.
- ❑ Nous mettons, ensemble, les moyens matériels nécessaires à la réussite de nos projets communs : sites web, liste d'échanges par mail, coordination par secteurs professionnels, etc. Les organisations membres du Réseau feront connaître celui-ci via leur propres outils (liens sur les sites, articles dans les journaux, logos sur les tracts, diffusion des textes communs dans chaque organisation, etc.)
- ❑ Pour être plus efficace, nous organisons la coordination des organisations membres du Réseau à l'échelle des régions du monde : Amériques, Europe, Afrique...

- ❑ La journée internationale de luttes des femmes du 8 mars est un moment important pour les combats féministes, et donc pour le syndicalisme : le Réseau syndical international de solidarité et de luttes soutient les grèves des femmes qui ont lieu ce jour-là partout dans le monde.
- ❑ Le 24 avril 2013, au moins 1135 personnes sont mortes au travail à Dacca, au Bangladesh dans l'incendie du Rana Plaza. Elles et ils ont été assassinés par les capitalistes qui les faisaient travailler sans respecter la moindre règle de sécurité. Le Réseau syndical international de solidarité et de luttes participera aux manifestations organisées le 24 avril, pour dénoncer ce système économique et politique qui tue celles et ceux qu'il exploite.
- ❑ Les organisations du Réseau syndical international de solidarité et de luttes prendront les initiatives nécessaires pour que le 1er mai soit une journée de lutte syndicale internationale.
- ❑ La lutte du peuple palestinien est le symbole de multiples résistances. Le Réseau syndical international de solidarité et de luttes participera activement aux initiatives qui seront prises le 15 mai 2018, pour le 70ème anniversaire de la Nakba. Nous continuons à soutenir la campagne Boycott, Désinvestissement, Sanctions.
- ❑ Le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, au-delà des multiples actions que nous menons dans chaque pays, appelle à participer à la journée internationale de solidarité avec les migrant.es, qui est organisée chaque année.
- ❑ L'action syndicale contre les multinationales est primordiale. Nos coordinations sectorielles sont un outil pour cela. Mais nous devons aussi faire le lien avec les mouvements sociaux qui agissent sur ce plan. Le Réseau syndical international de solidarité et de luttes participe aux campagnes communes qui s'inscrivent dans notre conception du syndicalisme.
- ❑ Nous avons besoin de moments de convergence internationale. Chaque année, celles et ceux qui organisent le capitalisme dans tous nos pays se rencontrent à Davos (Suisse) pour organiser notre exploitation et le pillage du monde. Le Réseau syndical international de solidarité et de luttes propose d'organiser une journée de manifestations, sous les formes appropriées à chaque pays, lors des prochaines éditions, de ces rencontres de Davos. Cette proposition est faite aux mouvements syndicaux et sociaux, au-delà de notre propre Réseau. Elle pourra prendre la forme d'une manifestation internationale en direction du Forum économique mondial. Par ces actions, nous marquerons notre opposition directe aux capitalistes et aux gouvernements qui les servent.
- ❑ Face à l'usurpation et la spoliation des biens publics essentiels pour la vie par le capitalisme, le Réseau syndical international de solidarité et de luttes va réaliser une campagne pour la réappropriation de ces biens, en mettant en avant leur autogestion par les travailleuses et travailleurs ainsi que celles et ceux qui en ont usage.

Les organisations membres du Réseau syndical international de solidarité et de lutte

Organisations syndicales nationales interprofessionnelles

- Central Sindical e Popular Conlutas (**CSP-Conlutas**) - Brésil.
- Confederación General del Trabajo (**CGT**) - Etat espagnol.
- Union syndicale Solidaires (**Solidaires**) - France.
- Confédération Générale du Travail du Burkina (**CGT-B**) - Burkina.
- Confederation of Indonesia People's Movement (**KPRI**) - Indonésie.
- Confederación Intersindical (**Intersindical**) - Etat espagnol.
- Confédération Générale Autonome des Travailleurs en Algérie (**CGATA**) - Algérie.
- Batay Ouvriye - Haïti.
- Unione Sindacale Italiana (**USI**) - Italie.
- Confédération Nationale des Travailleurs - Solidarité Ouvrière (**CNT SO**) - France.
- Sindicato de Comisiones de Base (**CO.BAS**) - Etat espagnol.
- Organisation Générale Indépendante des Travailleurs et Travailleuses d'Haïti (**OGTHI**) - Haïti.
- Sindicato Intercategoriale Cobas (**SI COBAS**) - Italie.
- Confédération Nationale du Travail (**CNT-f**) - France.
- Intersindical Alternativa de Catalunya (**IAC**) - Catalogne.
- Union Générale des Travailleurs Sahraouis (**UGTSARIO**) - Sahara occidental.
- Ezker Sindikalaren Konbergentzia (**ESK**) - Pays basque.
- Confédération Nationale de Travailleurs du Sénégal Forces du Changement (**CNTS/FC**) - Sénégal.
- Sindicato Autorganizzato Lavorator COBAS (**SIAL-COBAS**) - Italie.
- General Federation of Independent Unions (**GFIU**) - Palestine.
- Confederación de la Clase Trabajadora (**CCT**) - Paraguay.
- Red Solidaria de Trabajadores - Pérou
- Union Syndicale Progressiste des Travailleurs du Niger (**USPT**) - Niger.
- Union Nationale des Syndicats Autonomes du Sénégal (**UNSAS**) - Sénégal.
- Unión Nacional para la Defensa de la Clase Trabajadora (**UNT**) - El Salvador.
- Solidaridad Obrera (**SO**) - Etat espagnol.
- Confederazione Unitaria di Base (**CUB**) - Italie.
- Independent Workers Union of Great Britain (**IWGB**) - Grande-Bretagne.
- Ogólnopolski Związek Zawodowy Inicjatywa Pracownicza (**OZZ IP**) - Pologne.

Organisations syndicales nationales professionnelles

- National Union of Rail, Maritime and Transport Workers (**RMT/TUC**) - Grande-Bretagne.
- Centrale Nationale des Employés – Confédération Syndicale Chrétienne (**CNE/CSC**) - Belgique.
- Sindicato Nacional de Trabajadores del Sistema Agroalimentario (**SINALTRAINAL/CUT**) - Colombie.
- Fédération Générale des Postes, Telecom et Centres d'appel - Union Générale Tunisienne du Travail (**FGPIT/UGTT**) - Tunisie.
- Trade Union in Ethnadata - Trade Union of Employees in the Outsourcing Companies in the financial sector - Grèce.
- Syndicat national des travailleurs des services de la santé humaine (**SYNTRASEH**) - Bénin
- Sindicato dos Trabalhadores da Fiocruz (**ASFOC-SN**) - Brésil.
- Organizzazione Sindacati Autonomi e di Base Ferrovie (**ORSA Ferrovie**) - Italie.
- Union Nationale des Normaliens d'Haïti (**UNNOH**) - Haïti.
- Confederazione Unitaria di Base Scuola Università Ricerca (**CUB SUR**) - Italie.
- Coordinamento Autorganizzato Trasporti (**CAT**) - Italie.
- Syndicat des travailleurs du rail - Union Nationale des Travailleurs du Mali (**SYTRAIL/UNTM**) - Mali.
- Gıda Sanayii İşçileri Sendikası - Devrimci İşçi Sendikaları Konfederasyonu (**GIDA-IŞ/DISK**) - Turquie.
- Syndicat National des Travailleurs du Petit Train Bleu/SA (**SNTPTB**) - Sénégal.
- Asociación Nacional de Funcionarios Administrativos de la Caja de Seguro Social (**ANFACSS**) - Panama.
- Palestinian Postal Service Workers Union (**PPSWU**) - Palestine.
- Union Syndicale Etudiante (**USE**) - Belgique.
- Sindicato dos Trabalhadores de Call Center (**STCC**) - Portugal.
- Sindicato Unitario de Trabajadores Petroleros (**Sinutapetrolgas**) - Venezuela.
- Alianza de Trabajadores de la Salud y Empleados Públicos - Mexique.
- Canadian Union of Postal Workers / Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (**CUPW-STTP**) – Canada.
- Syndicat Autonome des Postiers (**SAP**) - Suisse.
- Federación nacional de trabajadores de la educación (**SUTE-Chili**) - Chili.
- Plateforme Nationale des organisations professionnelles du secteur public - Côte d'Ivoire.
- Fédération nationale des ouvriers et collectivités locales - Union Marocaine du Travail (**UMT-Collectivités locales**) - Maroc.
- Centrale Générale des Services Publics FGTB, Cheminots (**CGSP/FGTB Cheminots**) - Belgique.
- Botswana Public Employees Union (**BOPEU**) - Botswana.
- Organisation Démocratique du Travail – Organisation Démocratique du Travail (**ODR/ODT**) - Maroc.
- Federacao Nacional dos Ttrabalhadores em Transportes Aéros do Brasil (**FNTTA**) - Brésil.
- Federação Nacional dos Metroviários (**FENAMETRO**) - Brésil.
- Namibia Football Players Union (**NAFPU**) – Namibie.

Organisations syndicales locales

- Trades Union Congress, Liverpool (**TUC Liverpool**) - Angleterre.
- Sindacato Territoriale Autorganizzato, Brescia (**ORMA Brescia**) - Italie.
- Fédération syndicale SUD Service public, canton de Vaud (**SUD Vaud**) - Suisse
- Sindicato Unitario de Catalunya (**SU Metro**) - Catalogne.
- Türkiye DERİ-İŞ Sendikası, Tuzla et Izmir (**DERİ-İŞ Tuzla et Izmir**) - Turquie.
- L'autre syndicat, canton de Vaud (**L'autre syndicat**) - Suisse
- Centrale Générale des Services Publics FGTB, Ville de Bruxelles (**CGSP/FGTB Bruxelles**) - Belgique
- Arbeitskreis Internationalismus IG Metall, Berlin (**IG Metall Berlin**) - Allemagne
- Sindicato Unificado de Trabajadores de la Educación de Buenos Aires, Bahia Blanca (**SUTEBA/CTA de los trabajadores Bahia Blanca**) - Argentine
- Sindicato del Petróleo y Gas Privado del Chubut/CGT - Argentine.
- UCU University and College Union, University of Liverpool (**UCU Liverpool**) - Angleterre.
- Sindicato di base Pavia (**SDB Pavia**) - Italie.
- United Auto Workers local 551 Ford Chicago (**UAW Ford Chicago**) – Etats-unis.
- Sindicato Uno Prodinsa, Maipú – Chili.

Organisations syndicales internationales

- Industrial Workers of the World - International Solidarity Commission (**IWW**).

Courants, tendances ou réseaux syndicaux

- Transnationals Information Exchange Germany (**TIE Germany**) - Allemagne.
- Emancipation tendance intersyndicale (**Emancipation**) - France.
- Globalization Monitor (**Gmo**) - Hong Kong.
- Courant Syndicaliste Révolutionnaire (**CSR**) - France.
- No Austerity - Coordinamento delle lotte - Italie.
- Solidarité Socialiste avec les Travailleurs en Iran (**SSTI**) - France.
- Basis Initiative Solidarität (**BASO**) - Allemagne.
- LabourNet Germany - Allemagne.
- Resistenza Operaia - operai Fiat-Irisbus - Italie.
- Workers Solidarity Action Network (**WSAN**) - Etats-Unis.
- United Voices of the World (**UVW**) - Grande-Bretagne.
- Unidos pra Lutar - Brésil.